

## **1er Mai 2005 : ensemble, public et privé toutes et tous dans la rue**

Journée de mobilisation des travailleurs et de solidarité internationale, partout dans le monde, le 1er mai 2005 se tient en France dans un contexte particulier : il s'inscrit dans la suite des journées de mobilisation du premier trimestre (20 janvier, 5 février, 10 mars...) et dans un débat important sur l'avenir de l'Europe.

Le gouvernement Raffarin, depuis son arrivée au pouvoir, met en oeuvre une politique libérale et antisociale voulue par le patronat : privatisations et attaques des services publics, allongement du temps de travail et remise en cause des 35 heures, affaiblissement de la protection sociale et des garanties collectives, attaques contre les droits des chômeurs, diminution du pouvoir d'achat d'une majorité de la population... La réforme de l'éducation voulue par Fillon s'est heurtée à l'opposition des personnels et des lycéens : le gouvernement n'a rien voulu entendre et a choisi la répression... La politique fiscale favorise les hauts revenus... Patronat et gouvernement sont d'accord pour refuser les augmentations de salaires réclamées partout, dans le privé et dans le public, pourtant les profits explosent ! Tout cela conduit à une société de plus en plus injuste alors même que les richesses progressent mais profitent à une minorité : le scandale des indemnités de départ du PDG de Carrefour (30 millions d'euros) illustre parfaitement cette situation.

La décision du gouvernement de rendre obligatoire le travail le lundi de Pentecôte, au titre d'une pseudo-solidarité dont la responsabilité ne porterait que sur les seuls salariés, n'est pas acceptable ! Oui, il faut dégager des moyens pour assurer les soins et la qualité de vie des personnes âgées, oui il faut des moyens pour les hôpitaux : leur financement est possible, il doit s'inscrire dans les priorités de l'action gouvernementale et passe par une autre répartition des richesses, par un rééquilibrage des richesses entre profit et salaires, par une augmentation des cotisations des entreprises à la protection sociale. Nous refusons que les principes de solidarité entre générations soient dévoyés ; nous refusons cette augmentation du temps de travail et nous ne nous laisserons pas culpabiliser : l'Union syndicale Solidaires appelle à faire du 16 mai une journée de luttés, de manifestations et de grève pour nos droits!

Le 1er mai est aussi une journée de solidarité avec les peuples du monde en lutte contre la guerre, les inégalités sociales et économiques.

En France, nous manifesterons aussi pour l'égalité des droits entre français et immigrés, entre femmes et hommes, contre toutes les formes de racisme et de discriminations.

C'est au nom de ces valeurs que nous nous sommes prononcés contre le Traité constitutionnel qu'on veut nous faire adopter par référendum en France le 29 mai. Ce traité entérine les politiques libérales européennes que nous subissons depuis un quart de siècle et dont les conséquences sont connues: destruction des services publics, dumping social et fiscal, mise en concurrence des Etats, délocalisations, développement de la précarité... Ce texte entérine les principes du libéralisme en faisant «de la concurrence libre et non faussée» la valeur suprême de l'Union européenne ! Le 1er mai, nous dirons que nous voulons une autre Europe, une Europe des droits et de la solidarité entre les peuples !

L'Union syndicale Solidaires appelle à manifester le 1er Mai partout en France avec l'ensemble des forces syndicales et sociales.

**Manifestation à Paris à l'appel  
de la CGT, UNSA FSU et SOLIDAIRES :  
14 h 30 : Place de la République**

**Rendez-vous Solidaires : Bd Voltaire au niveau du passage du Jeu de Boule.**